

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2025 ET PERSPECTIVES 2026

Février 2026

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
SYNTHÈSE DE LA CONSTRUCTION	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

Contexte National

Malgré une succession de chocs depuis le début de la décennie (crise covid, guerre russe en Ukraine, crise inflationniste, guerre commerciale), l'économie mondiale continue de résister en 2025 et l'inflation continue de refluer même si son retour vers sa cible est plus lent que prévu aux Etats-Unis.

Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2026](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,3 % en 2025. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 1,4 % en 2025, après une hausse de 0,9 % en 2024.

En France, sur l'ensemble de l'année 2025, la croissance du PIB s'établit à 0,9 % d'après la première estimation des comptes nationaux trimestriels de l'INSEE. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister dans un contexte de haut niveau de déficit public et d'incertitudes politiques en France et dans le monde. Comme en 2024, la résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'information communication, les services aux entreprises et les services financiers. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière connaît une légère hausse en 2025, portée par le fort dynamisme des matériels de transports en particulier l'aéronautique, rebondissant après une forte baisse en 2024. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2025 alors que certains signes de reprises apparaissent à partir du deuxième semestre.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2025, l'activité se raffermirait pour atteindre 1,0 % en 2026 et 2027, et 1,1 % en 2028, soutenue par le redressement de la consommation des ménages et l'investissement privé.

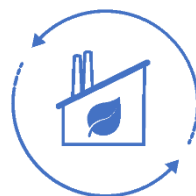
En 2026, la consommation des ménages (+ 0,8 %) progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, portée par la croissance de la masse salariale réelle, qui resterait résiliente malgré un marché du travail moins propice. L'investissement des entreprises se redresserait en moyenne annuelle, après avoir été pénalisé par l'incertitude en 2025. Par ailleurs, l'investissement des ménages remonterait graduellement en 2026 après une croissance légèrement positive en 2025.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. En 2025, le marché du travail est entré dans une phase transitoire de ralentissement. L'emploi total continuerait de progresser très modérément jusqu'à fin 2026, avant de réaccélérer. Enfin, le taux de chômage atteindrait 7,6 % en moyenne annuelle en 2025 puis augmenterait légèrement à 7,8 % en 2026, avant de repartir à la baisse pour s'établir à 7,4 % en 2028.

L'inflation resterait inférieure à 2 % sur l'horizon de prévision. Après 2,3 % en 2024, l'inflation totale (IPCH) en moyenne annuelle atteindrait un point bas en 2025 à 0,9 %, lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, l'Eurosystème a poursuivi sa phase d'assouplissement monétaire au cours du premier semestre 2025. Le taux de dépôt est passé de 2,75 % début février à 2,00 % en juin, dernier mois de baisse. Les taux ont donc reculé au total de 2,00 points de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

Chiffres clefs



Chiffre d'affaires

2025 : +1,6%

2026 : +2,6%

Exportations

2025 : +3,7%

2026 : +12%

Effectifs

2025 : +0,6%

2026 : +0,8%



Chiffre d'affaires

2025 : +0,9%

2026 : +2,6%

Effectifs

2025 : +0,1%

2026 : +1,3%



Production totale

2025 : -0,5%

2026 : +1,4%

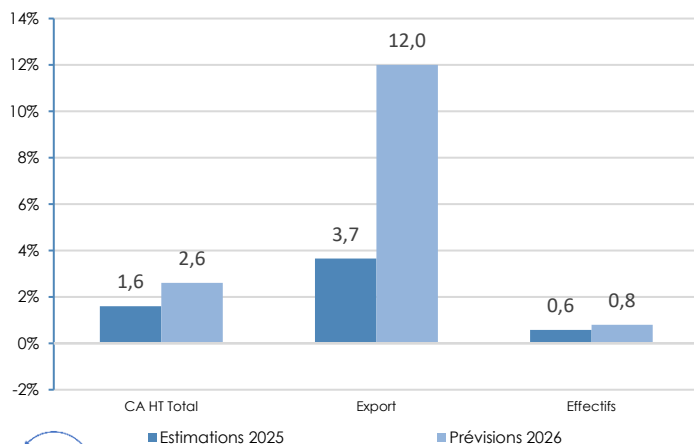
Effectifs

2025 : -0,5%

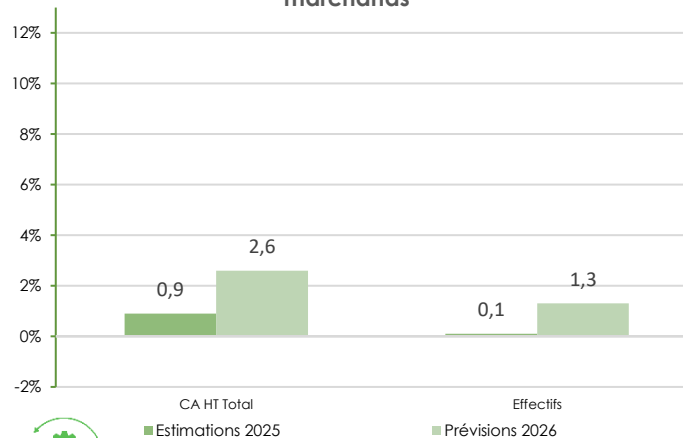
2026 : -0,1%

Situation régionale

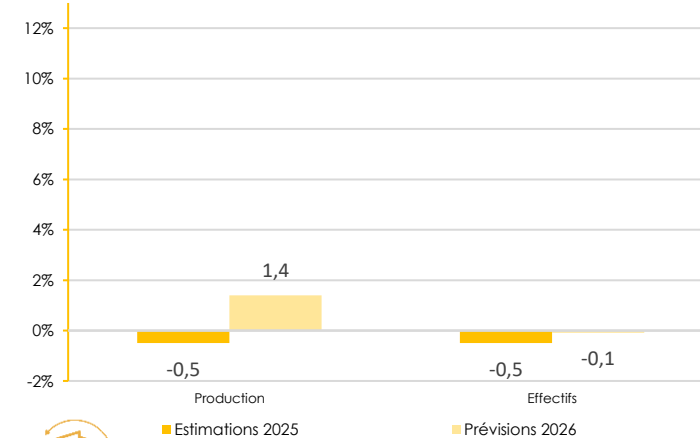
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

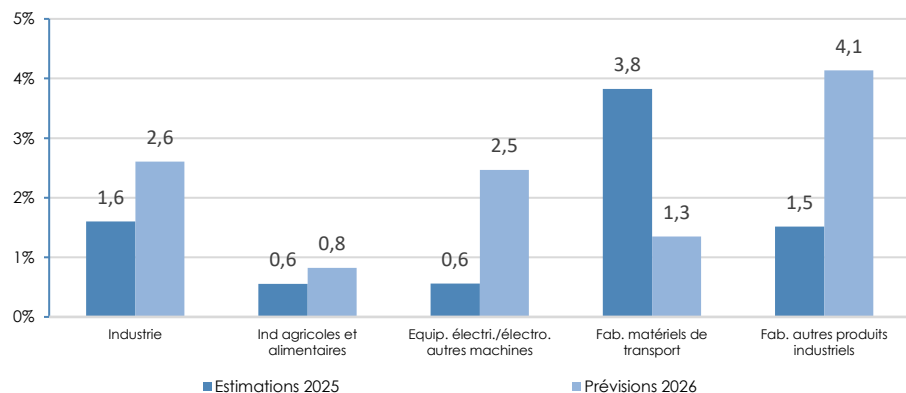
En 2025, l'économie francilienne, comme l'économie nationale, a fait preuve de résilience dans un contexte de fortes incertitudes, qui ont freiné la consommation et l'investissement malgré le reflux de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt. L'industrie a enregistré une hausse modeste de l'activité, portée principalement par les matériels de transport. Les services marchands ont été peu dynamiques, freinés par une clientèle professionnelle attentiste et une demande des ménages atone, tandis que certaines activités moins sensibles au cycle, telles que les activités juridiques et comptables, ont mieux résisté. Le secteur de la construction a poursuivi son recul, dans un contexte de crise persistante du logement neuf, d'incertitudes et d'instabilité du cadre législatif. **Pour 2026, une reprise modérée est attendue, sous réserve d'un regain de confiance des entreprises et des ménages.** L'industrie resterait soutenue par les branches les plus exportatrices telles que l'aérospatial-défense et certaines branches de niche ainsi que par les équipements et machines. Toutefois, les chefs d'entreprise ne se sont pas montrés optimistes sur leurs **perspectives d'investissement**, interrogés fin 2025 à un moment de fortes incertitudes. Les services marchands progresseraient de manière différenciée selon les segments, avec une hausse plus marquée pour les activités juridiques et comptables et l'hébergement. La construction connaîtrait un léger retournement de tendance grâce à un possible redémarrage du logement neuf et à la rénovation énergétique. Les **effectifs** suivent l'activité : globalement stables en 2025 avec une contraction plus marquée dans le gros-œuvre, et des perspectives d'embauches qui resteraient timides en 2026. La **rentabilité**, globalement stable en 2025 par rapport à l'an passé, devrait s'améliorer en 2026 grâce à la reprise progressive de l'activité et à la résilience des segments les plus performants.



Synthèse de l'Industrie

En 2025, le chiffre d'affaires de l'industrie en Île-de-France progresse modestement (+1,6 %), signe toutefois d'un redressement après le ralentissement de 2024. L'activité est restée quasi-stable dans l'ensemble des branches industrielles, à l'exception de la branche des matériels de transport, en hausse de 3,8 %, notamment grâce à l'aérospatial-défense. Dans un climat d'incertitudes et de stagnation de l'activité, les investissements et les effectifs sont restés globalement stables. En 2026, un léger rebond de l'activité est attendu, porté par l'aérospatial-défense, certains segments de niche fortement exportateurs ainsi que par les équipements électriques, électroniques et machines.

Évolution du chiffre d'affaires

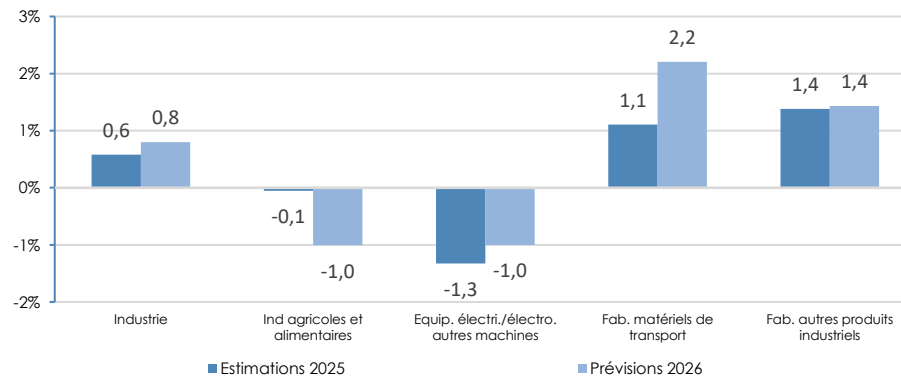


En 2025, le chiffre d'affaires de l'industrie francilienne a progressé modestement, avec une hausse de 1,6%. Comme anticipé par les chefs d'entreprise l'année dernière, cette croissance de l'activité, bien que modérée, représente une amélioration par rapport au ralentissement de l'année 2024 (+0,2%). Cette résilience globale résulte d'évolutions positives entre les branches, bien que d'intensité variable. La plus forte hausse de chiffre d'affaires a été enregistrée dans la fabrication de matériels de transports (+3,8%), portée notamment par l'aéronautique-spatial-défense, filière soutenue par le dynamisme de ses exportations. À l'inverse, le chiffre d'affaires de l'industrie agroalimentaire a quasi-stagné, filière pénalisée cette année par un environnement international défavorable marqué par la montée des tensions commerciales. Une évolution similaire a été observée dans les équipements électriques, électroniques et autres machines. En 2026, l'activité industrielle progresserait globalement, avec des dynamiques contrastées : performance notable dans les équipements électriques et électroniques liée aux besoins de modernisation et de transition écologique, ainsi que dans les produits de niche (parfums, joaillerie), plus limitée dans l'automobile, tandis que l'aérospatial-défense resterait un moteur clé de croissance.

En 2025, les effectifs industriels de l'Île-de-France ont quasi-stagné (+0,6%), même si des disparités sont à relever entre secteurs. L'évolution des effectifs suit globalement celle de l'activité : de légères hausses dans les branches dont le chiffre d'affaires a progressé – la fabrication de matériels de transport et celles des autres produits industriels – tandis que les branches moins dynamiques – l'industrie agroalimentaire et la fabrication d'équipements électriques et électroniques – ont connu une stagnation voire un recul de leurs effectifs.

Pour 2026, les industriels franciliens tablent à nouveau sur une légère hausse de leurs effectifs de 0,8% au global, une prévision allant dans le même sens que leurs prévisions d'activité mais qui reste prudente. Pour accompagner la croissance prévue dans le segment de l'aérospatial-défense, portée par la demande mondiale et les soutiens nationaux et européens, des recrutements devraient être nécessaires. L'industrie agroalimentaire devrait quant à elle, voir ses effectifs s'éroder légèrement, et la baisse se poursuivrait également dans les équipements électriques et électroniques.

Évolution des effectifs



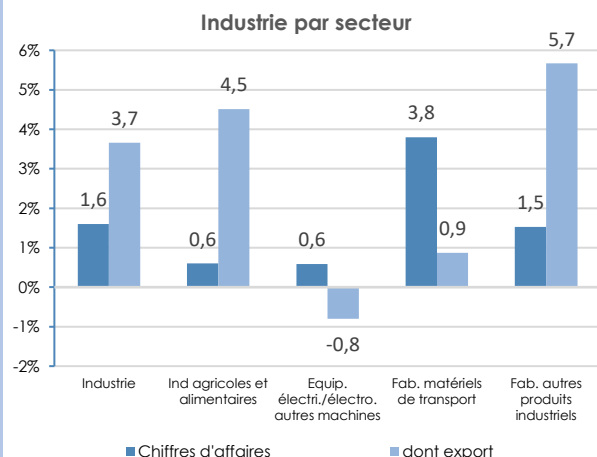
Source Banque de France – INDUSTRIE



7%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



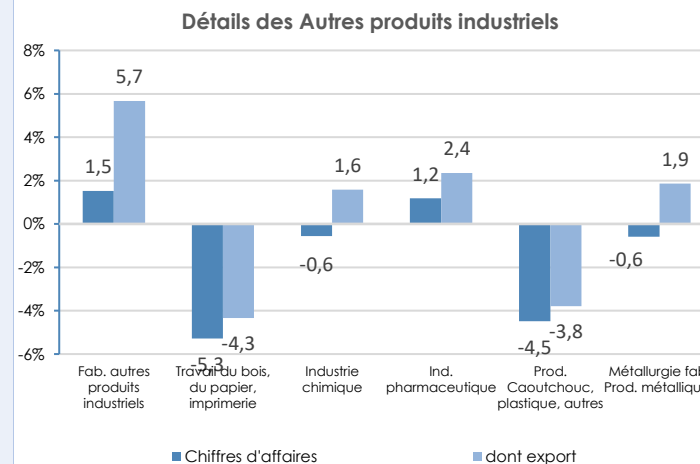
En 2025, le chiffre d'affaires dans l'industrie a connu une légère hausse (+1,6%), avec des évolutions plus ou moins positives dans toutes les branches. Les branches les plus résilientes ont été la fabrication de matériels de transports et celle des autres produits industriels. On note que la hausse marquée du chiffre d'affaires à l'export en valeur dans l'agro-alimentaire (+4,5%) masque une baisse en volume, s'expliquant par le rencherissement des prix de vente à l'international.

En 2025, l'activité industrielle en hausse par rapport à l'an passé.

Chiffre d'affaires, dont export

Le bilan de l'évolution du chiffre d'affaires dans le segment des autres produits industriels (+1,5%) est très contrasté. Les plus fortes contractions concernent les segments du bois-papier-imprimerie et du caoutchouc-plastique, filières en difficultés structurelles. La contribution des exportations est restée globalement positive, notamment dans la chimie (clientèle asiatique) et la métallurgie.

Un bilan contrasté selon les branches, mais globalement proche du reste de l'industrie.



Bilan 2025

Les effectifs dans l'industrie ont connu une hausse modérée en 2025.

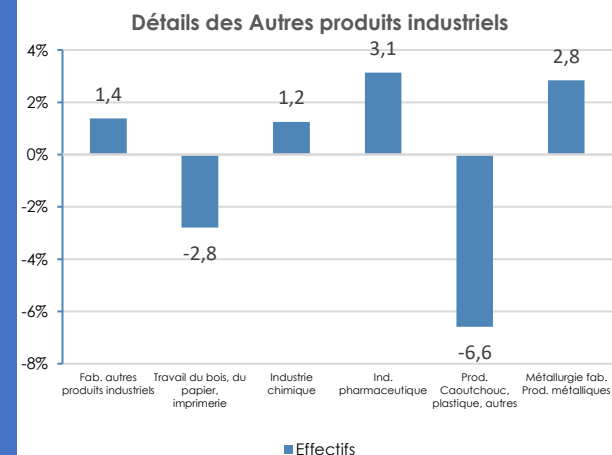
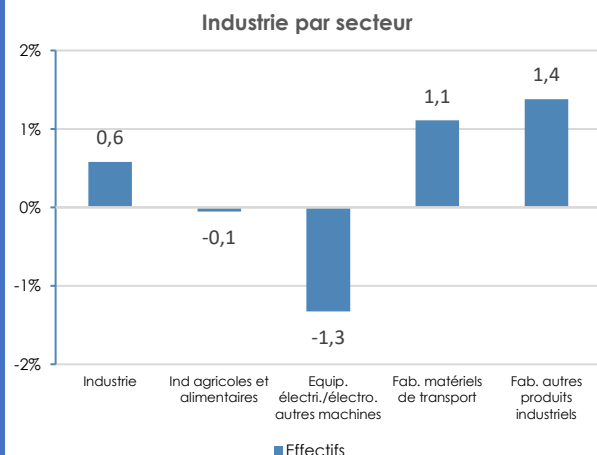
Les évolutions des effectifs sont globalement restées modérées en 2025 dans l'ensemble des branches de l'industrie francilienne. De légères hausses sont observées dans la fabrication de matériels de transports (+1,1%) et la fabrication d'autres produits industriels (+1,4%). À l'inverse les effectifs dans les équipements électriques et électroniques ont connu une baisse de même ampleur.

Effectifs

Avec des dynamiques contrastées, les effectifs ont légèrement progressé au global.

Au sein des autres produits industriels, la dynamique de recrutement a été portée par l'industrie pharmaceutique et la métallurgie. Résultat d'un début d'année particulièrement difficile, le bois-papier-imprimerie accuse une baisse de ses effectifs. La plus forte contraction a concerné la fabrication de caoutchouc-plastique, toujours touché par un contexte de baisse d'activité structurelle.

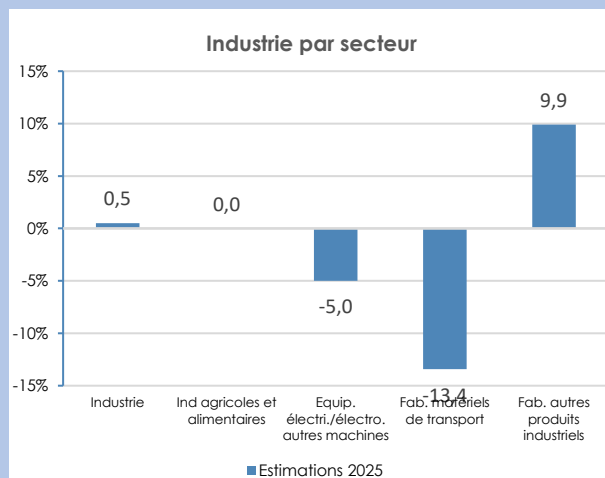
Effectifs





7%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région



Évolution des investissements

Les investissements sont restés globalement stables en 2025 dans l'industrie francilienne (+0,5%), soutenus par la baisse progressive des taux d'intérêt mais freinés par le contexte global d'incertitudes. Les investissements seraient très ciblés, essentiellement orientés vers la modernisation ou le renouvellement de l'outil productif, plutôt que vers des capacités nouvelles.

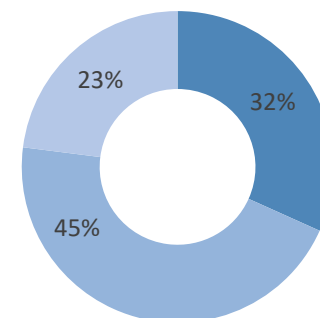
L'investissement industriel s'est globalement maintenu dans un contexte global d'incertitudes.

Rentabilité

Près de 7 entreprises sur 10 ont déclaré avoir maintenu ou augmenté leur rentabilité en 2025. C'est un bilan globalement positif, bien qu'il soit quelque peu dégradé par rapport aux constats des années précédentes, avec une augmentation sensible des entreprises déclarant une diminution de leur rentabilité.

Une augmentation de la part des entreprises qui déclarent une rentabilité en baisse en 2025.

Évolution de la rentabilité



■ Diminution ■ Stabilité ■ Augmentation



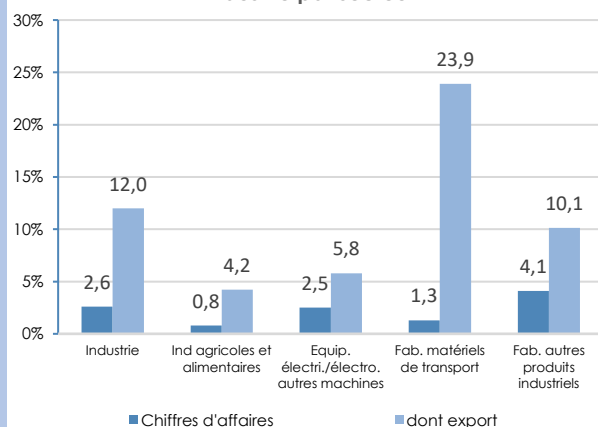
Bilan 2025



45%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteur



Chiffre d'affaires, dont export

Une progression globale du chiffre d'affaires est attendue dans l'industrie en 2026, soutenue largement par un accroissement des exportations. Les segments des équipements et des autres produits industriels afficheraient les plus fortes croissances de leur chiffre d'affaires. Les matériels de transport devraient rester en hausse, malgré un ralentissement attendu dans l'automobile par rapport à 2025.

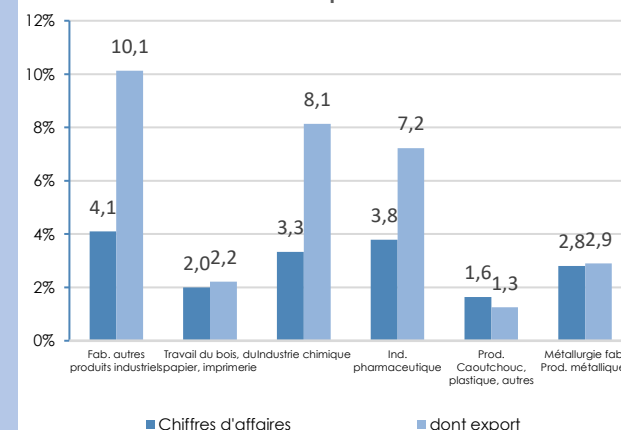
La croissance, qui resterait modérée, devrait s'intensifier en 2026, notamment grâce à l'export.

Chiffre d'affaires, dont export

Au global, la croissance devrait s'intensifier dans l'essentiel des segments, tirée par la demande à l'export. Les industries chimique et pharmaceutique tireraient vers le haut la croissance de ce secteur, bénéficiant notamment d'une demande étrangère dynamique. Les autres segments verraient également leur chiffre d'affaires s'accroître, mais de manière plus mesurée.

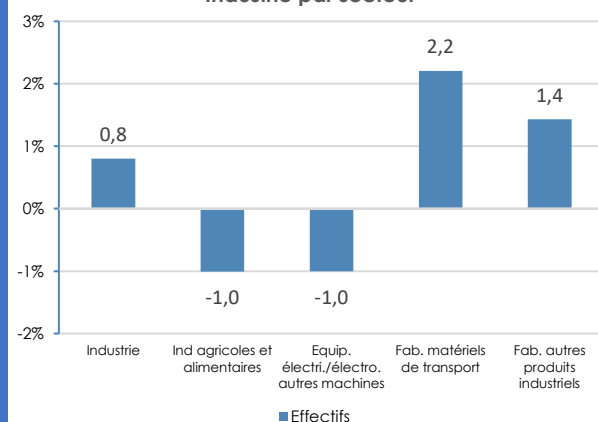
Les perspectives d'activité dans les autres produits industriels sont globalement bien orientées.

Détails des Autres produits industriels



Perspectives 2026

Industrie par secteur



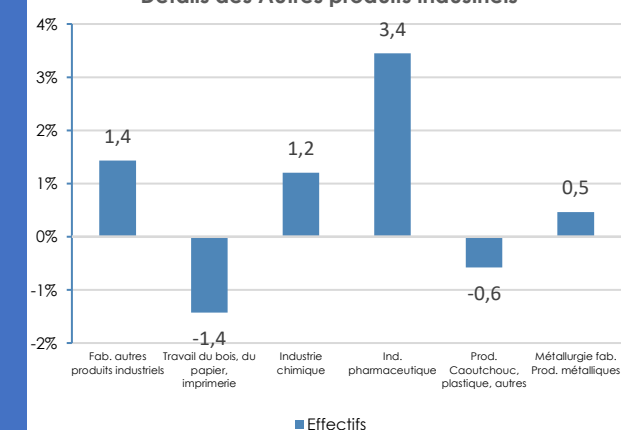
Les effectifs dans l'industrie resteraient globalement stables en 2026.

Les effectifs devraient très légèrement augmenter en 2026, pour accompagner la hausse modérée de l'activité. Les segments des matériels de transports et des autres produits industriels devraient accroître leurs recrutements, tandis que l'agro-alimentaire et les équipements prévoient une légère baisse de leurs effectifs.

Les effectifs pourraient légèrement s'accroître dans les autres produits industriels en 2026.

Les segments les plus dynamiques en 2026 - pharmacie et chimie - seraient les plus gros pourvoyeurs d'embauche. À l'inverse, le bois-papier-imprimerie et la fabrication de produits en caoutchouc connaîtraient une contraction de leurs effectifs. À noter, une baisse du recours au personnel intérimaire est attendue dans l'ensemble des segments.

Détails des Autres produits industriels



Effectifs

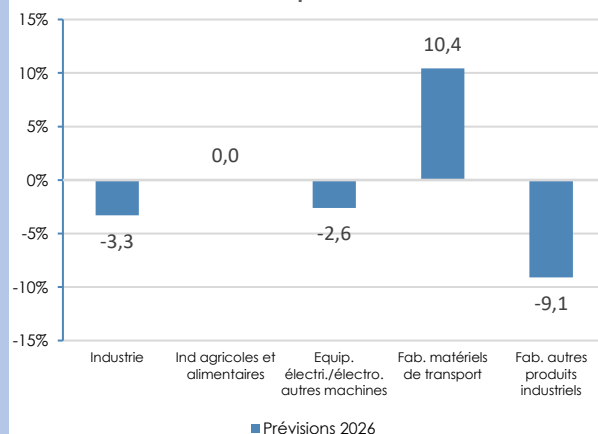
Effectifs



60%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Industrie par secteur



Investissements

Après une stagnation en 2025, une baisse des investissements serait anticipée en 2026, en raison du contexte d'incertitude élevée et du coût du crédit encore supérieur à la période pré-COVID. Une exception pour les matériels de transport, où une hausse significative est anticipée (+10,4%). Les autres produits industriels devraient voir leurs investissements nettement diminuer.

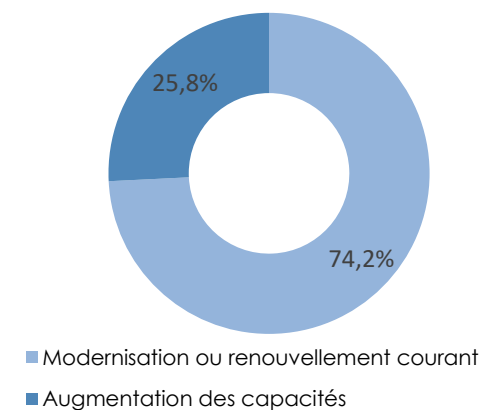
Au global, l'investissement reculerait dans l'industrie francilienne en 2026.

Orientation des prévisions

La modernisation ou le renouvellement courant des équipements productifs resteraient la priorité pour près des trois quarts des industriels, dans un contexte de croissance modérée. Cette tendance est encore plus marquée dans l'agroalimentaire, les équipements électriques et électroniques et les matériels de transports.

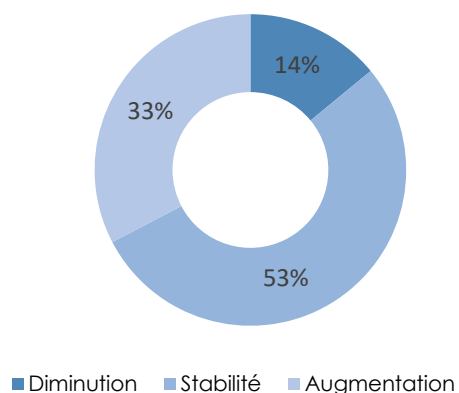
Près d'un quart des entreprises envisagent d'investir pour accroître leurs capacités de production en 2026.

Orientation des prévisions d'investissements



Perspectives 2026

Évolution de la rentabilité



Près de neuf entreprises sur dix prévoient un maintien ou une amélioration de leur rentabilité pour 2026.

Malgré la forte incertitude au moment de l'enquête, un tiers des dirigeants anticipent une hausse de leur rentabilité, soit une augmentation de 10 points par rapport à 2025. Cette perception est globalement partagée entre les segments, excepté les matériels de transports dans lesquels un tiers des chefs d'entreprise anticipent toujours une baisse de leur rentabilité.

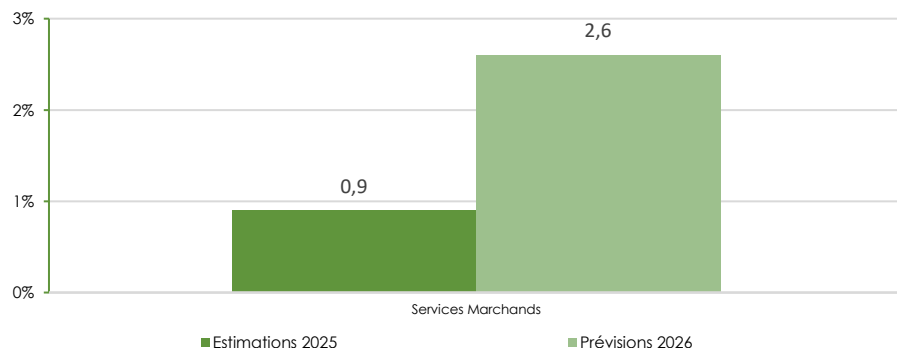
Rentabilité



Synthèse des services marchands

En 2025, le chiffre d'affaires des services marchands progresse très faiblement (+0,9 %), confirmant un moindre dynamisme dans un contexte de fortes incertitudes et d'attentisme de la clientèle. La quasi-stagnation concerne surtout l'information-communication et le transport-entreposage, tandis que l'hébergement-restauration n'affiche qu'une croissance limitée par des contraintes de coûts et de fréquentation dans la restauration. Les activités juridiques et comptables résistent mieux grâce à la récurrence de certaines de leurs missions. Les effectifs sont restés stables (+0,1 %), mais les entreprises ont privilégié la réduction du recours à l'intérim. En 2026, une reprise modérée serait attendue, avec peu de recrutements, portée principalement par les activités juridiques et comptables et l'hébergement-restauration.

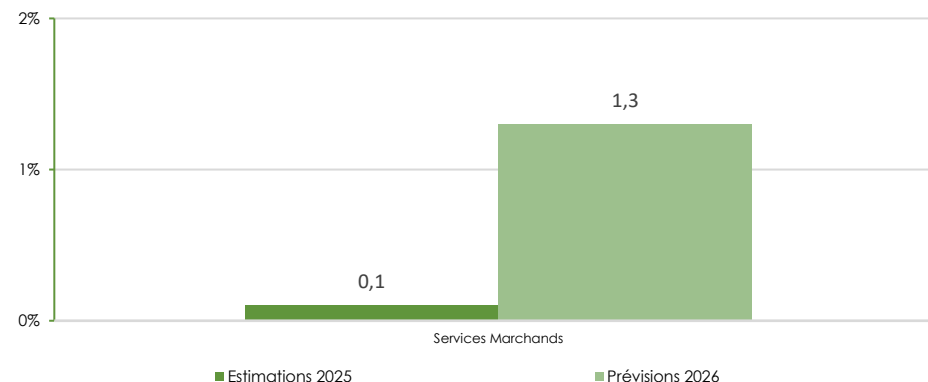
Évolution du chiffre d'affaires



En 2025, le chiffre d'affaires des services marchands a connu une quasi-stagnation avec une hausse de 0,9% contre +4,2% en 2024, dans un contexte 2025 marqué par de fortes incertitudes économiques et budgétaires. Cette évolution confirme le ralentissement de la croissance amorcé après le rebond post-Covid, qui apparaît nettement plus marqué qu'anticipé par les chefs d'entreprise l'année dernière (+8%). Le chiffre d'affaires a principalement stagné dans l'information-communication, soumis à un fort attentisme de la clientèle, et dans le transport-entreposage, qui peine à retrouver une dynamique durable après l'essor de la période pandémique. L'hébergement-restauration affiche une progression limitée, pénalisée par la restauration qui fait face à des contraintes de hausse de coûts et de consommation atone. Les impacts de l'attentisme sont moindres sur les activités juridiques et comptables qui bénéficient de la récurrence des activités réglementaires. En 2026, l'activité progresserait modérément (+2,6%), mais de manière très différenciée selon les segments. Comme en 2025, la croissance serait principalement tirée par les activités juridiques et comptables. Elle serait également soutenue par l'hébergement, dynamisé par le tourisme international et l'évènementiel, ainsi que la restauration malgré un contexte toujours tendu.

À l'image de la stagnation de l'activité, les services marchands n'ont en 2025 pas enregistré d'évolution notable de leurs effectifs (+0,1%). En l'absence de difficultés majeures de recrutements, les embauches auraient été limitées par la faiblesse de la demande. En effet, les segments qui ont davantage recruté sont ceux où l'activité a progressé : le transport-entreposage et l'architecture-ingénierie (+2,3% chacun). On constate par ailleurs que nombre de segments ont fait le choix, pour maintenir leurs effectifs, de diminuer significativement leur recours au personnel intérimaire. Cela a notamment été le cas dans les activités juridiques et comptables, l'hébergement-restauration ou encore les activités informatiques où une baisse de l'intérim de l'ordre de 15% est observée. Pour 2026, les professionnels prévoient peu de recrutements pour accompagner une croissance qui reste en effet modérée. Cette prudence est le résultat de la forte incertitude qui se poursuit, et de tensions dans certains sous-secteurs (transports-entreposage, hébergement-restauration). Dans les autres segments la croissance des effectifs resterait très limitée.

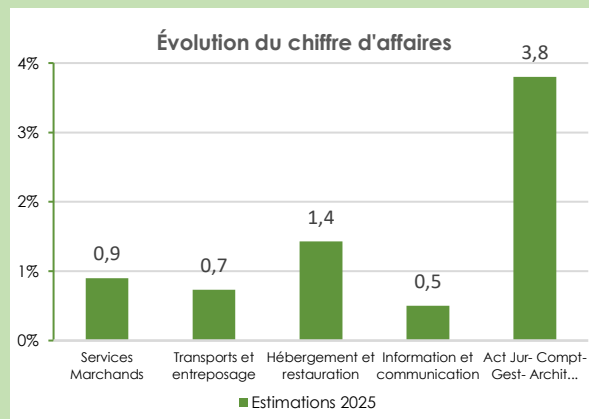
Évolution des effectifs





27%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

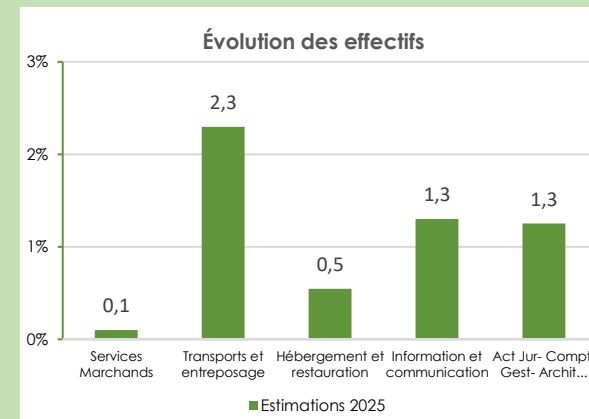
La stagnation du chiffre d'affaires en 2025 (+0,9%) touche la plupart des segments. Les activités juridiques et comptables se démarquent toutefois avec une hausse de 2,8%, portés par les activités réglementaires. La progression dans l'hébergement-restauration est plus modérée, la restauration, étant impactée par la hausse des charges fixes et une baisse de la fréquentation. La communication et l'information a stagné, pénalisée par l'attentisme de la clientèle dans un contexte de fortes incertitudes.

En 2025, le chiffre d'affaires dans les services marchands a stagné.

Effectifs

Après une augmentation de 8% des effectifs en 2024, l'évolution ralentie fortement en 2025 avec seulement +0,1%. Cette stabilisation ne traduit cependant pas une baisse des recrutements, mais résulte davantage d'un rééquilibrage entre la hausse des effectifs salariés et la forte réduction du recours à l'intérim ; une tendance observée dans l'ensemble des services. Les transports et l'entreposage se distinguent en parvenant à renforcer de 2,3% leurs effectifs.

Les effectifs se maintiennent à un niveau stable en 2025.

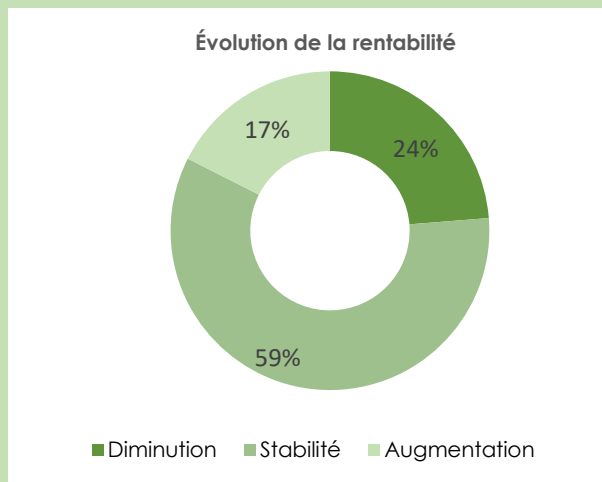


Bilan 2025

En 2025, la rentabilité semble se redresser après la détérioration observée l'an passé.

La rentabilité s'est globalement améliorée par rapport à l'an passé, avec seulement 24% d'entreprises déclarant une détérioration contre 41% en 2024. La part des entreprises déclarant une amélioration de leurs marges (17%) est en légère hausse par rapport à l'an passé (14%). En 2025, la préservation des marges semble avoir été un peu plus difficile pour les entreprises de l'information et communication.

Rentabilité

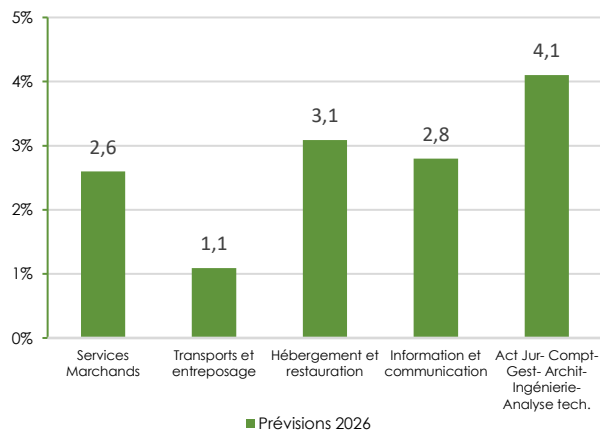




27%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution du chiffre d'affaires



Chiffre d'affaires

Après une année 2025 marquée par une stagnation de l'activité, les professionnels prévoient un léger rebond en 2026. Il concernerait l'ensemble des segments, mais resterait principalement porté par les activités juridiques et comptables grâce à la récurrence de leur activité. L'hébergement-restauration bénéficierait également d'un léger regain, malgré les contraintes qui persisteraient dans la restauration.

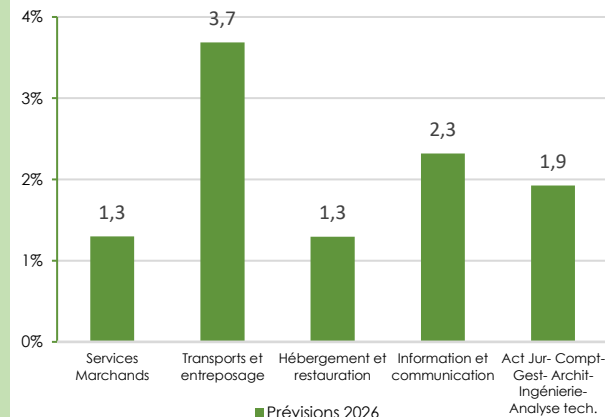
Une reprise modérée dans l'ensemble des services marchands.

Effectifs

Pour accompagner la reprise, le secteur anticipe également une légère progression des effectifs. Dans un contexte encore incertain, la hausse resterait toutefois modérée. Les transports et l'entreposage poursuivraient leurs recrutements en renforçant de nouveau leurs effectifs. L'informatique et l'ingénierie technique prévoient également de nouvelles embauches contrairement à l'hébergement qui resterait très prudent.

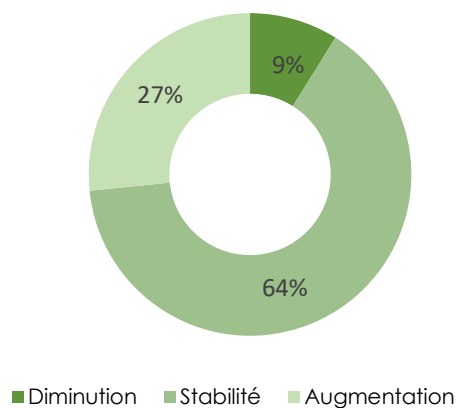
Des recrutements en légère hausse.

Évolution des effectifs



Perspectives 2026

Évolution de la rentabilité



3 entreprises sur 10 anticipent une meilleure rentabilité en 2026.

À l'image de 2025, la plupart des entreprises devraient conserver un niveau de rentabilité stable en 2026. Cet optimisme est d'autant plus notable qu'environ un tiers d'entre elles prévoient même une amélioration. Néanmoins, pour certains sous-secteurs – notamment l'hébergement-restauration et les transports-entreposage – l'évolution de la rentabilité restera étroitement liée à la persistance ou à l'atténuation des tensions encore présentes.

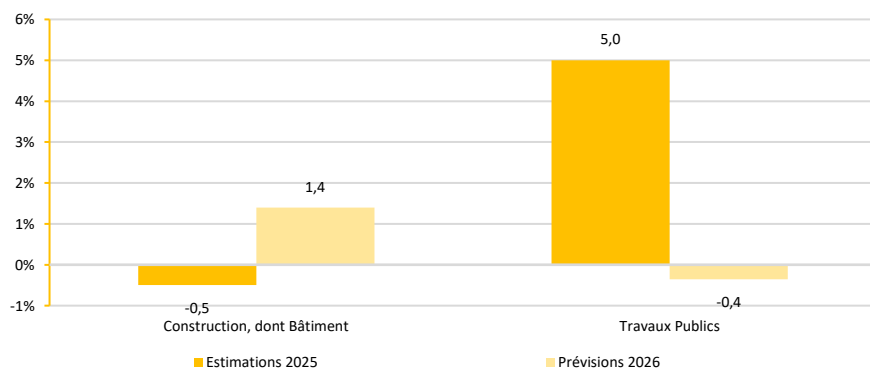
Rentabilité



Synthèse de la construction

En 2025, la construction recule pour la deuxième année consécutive de l'enquête (-0,5 %). Le repli est plus marqué dans le gros œuvre (-3,2 %), pénalisé par la crise du logement neuf et les incertitudes réglementaires. Les effectifs suivent la tendance de l'activité (-0,5 %). En 2026, un léger rebond de l'activité est attendu dans le bâtiment, sous réserve de la mise en œuvre des dispositifs de relance, tandis que les travaux publics amorçeraient un recul lié au contexte électoral qui retarde les nouveaux projets. Les recrutements resteraient prudents, mais la rentabilité pourrait progresser.

Évolution de la production



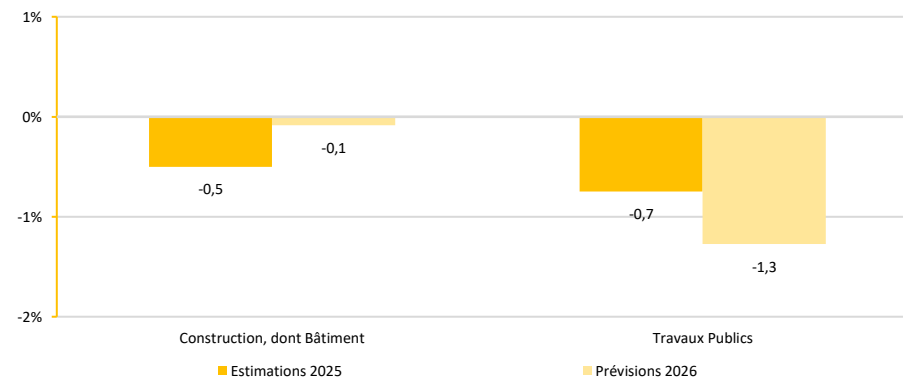
En 2025, le secteur de la construction a connu un léger recul pour la seconde année consécutive, avec une baisse de la production de 0,5%. Le ralentissement de l'activité est plus marqué dans le gros œuvre (-3,2%), secteur pénalisé par la crise persistante du logement neuf et des incertitudes sur le cadre législatif qui freinent les décisions d'investissement des ménages et des entreprises. Le second œuvre enregistre un léger repli (-0,5%) lié notamment aux évolutions successives de MaPrimeRénov', dont les changements de règles et de financement perturbent la visibilité des carnets de commandes. La hausse de la production dans les travaux publics masque une forte hétérogénéité entre les acteurs.

Pour 2026, d'après les chefs d'entreprise interrogés, le secteur de la construction connaîtrait un retournement de tendance, avec une croissance toutefois encore faible de +1,4 %. Cette amélioration serait portée notamment par une reprise progressive des chantiers dans le logement neuf et la rénovation dans l'ancien, sous réserve de la mise en œuvre des dispositifs de soutien votés au budget 2026 (Relance Logement et MaPrimeRénov'). À l'inverse, le segment des travaux publics devrait se contracter (-0,4 %), en raison notamment d'un manque de visibilité lié au contexte électoral, qui retarde le lancement de nouveaux projets.

Les effectifs du secteur de la construction ont très peu évolué en 2025 (-0,5 %), les embauches étant freinées par un manque global de dynamisme de l'activité et par des tensions sur le recrutement de main d'œuvre qualifiée. Le gros œuvre enregistre une contraction un peu plus nette de ses effectifs (-2,8 %), en lien avec la baisse plus marquée de l'activité.

En 2026, malgré la légère reprise de l'activité annoncée dans la construction, les chefs d'entreprises interrogés restent prudents sur leurs prévisions d'embauche, avec des effectifs qui resteraient globalement stables (-0,1 %). Les travaux publics afficheraient une diminution d'effectifs assez notable, en lien avec le repli d'activité attendu dans cette branche en raison du contexte électoral.

Évolution des effectifs

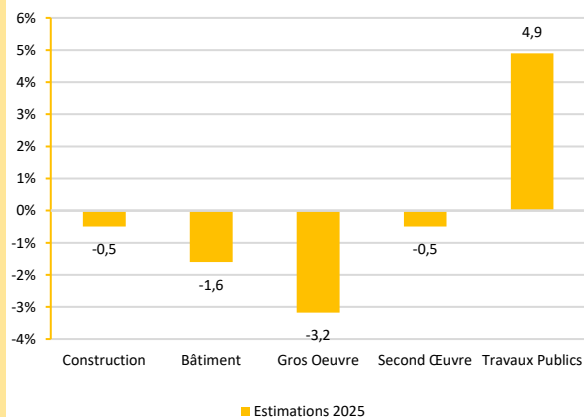




7%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région

Évolution de la production



Production totale

En 2025, la production du secteur a légèrement diminué (-0,5 %). Le gros œuvre apparaît comme le segment le plus touché, avec un recul marqué de 3,2 %, alors que la baisse serait plus limitée dans le second œuvre. À l'inverse, l'activité dans les travaux publics affiche une évolution positive (+4,9 %) masquant toutefois une situation hétérogène entre les grandes entreprises et le reste des acteurs des travaux publics.

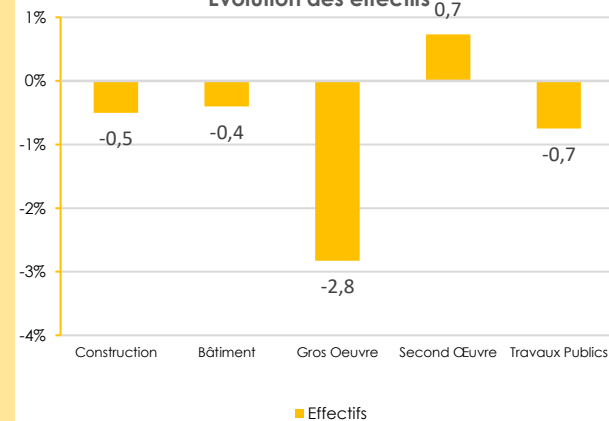
La baisse de la production dans la construction poursuit en 2025.

Effectifs

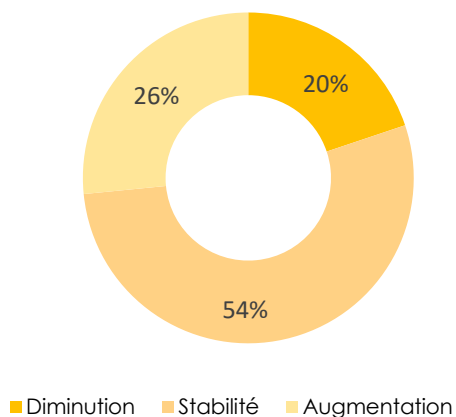
En 2025, les difficultés traversées par le secteur de la construction ont pesé sur les recrutements. Les effectifs sont restés globalement stables dans l'ensemble des branches de la construction au cours de l'année, à l'exception du gros œuvre qui se démarque avec une baisse de 2,8%.

Une légère baisse des effectifs accompagne le recul de l'activité.

Évolution des effectifs



Évolution de la rentabilité



En 2025, la rentabilité des entreprises est restée majoritairement stable ou en hausse.

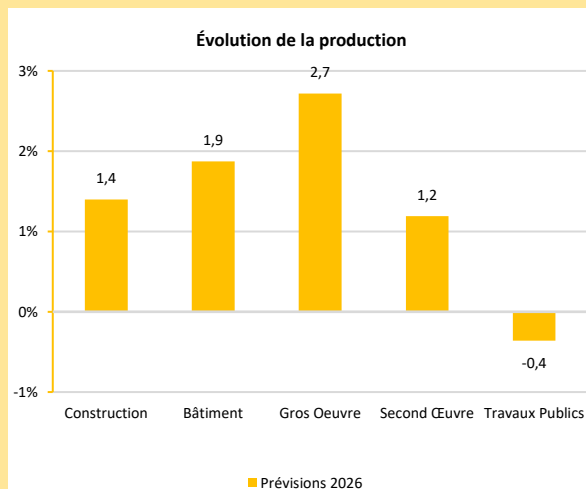
En 2025, 80 % des entreprises de la construction ont maintenu ou amélioré leur rentabilité, une part similaire à l'année dernière et relativement homogène entre le gros œuvre, le second œuvre et les travaux publics. On note toutefois une légère augmentation de la part des entreprises qui ont vu leur rentabilité diminuer (20%) par rapport à l'an passé (15%).

Rentabilité



7%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

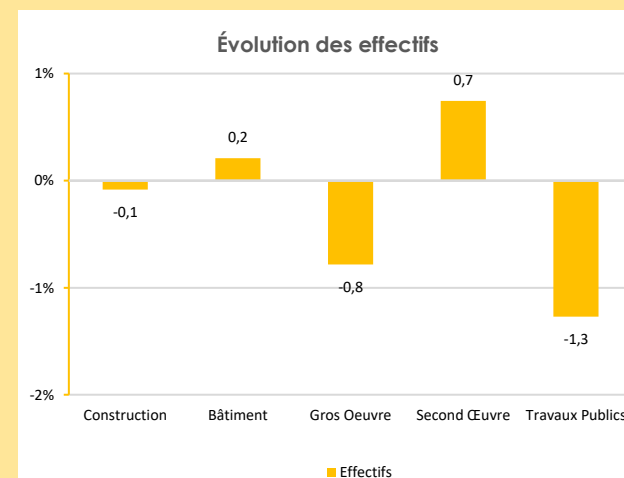
En 2026, les professionnels de la construction anticipent une reprise de l'activité de 1,4 %. Celle-ci serait principalement portée par le gros œuvre, favorisé par la reprise progressive des mises en chantier de logements neufs. Le second œuvre bénéficierait également du soutien budgétaire en matière de rénovation énergétique. À l'inverse, les travaux publics pourraient ralentir, faute de visibilité sur les financements des collectivités et de l'État.

Production positive mais des dynamiques opposées entre bâtiment et travaux publics.

Effectifs

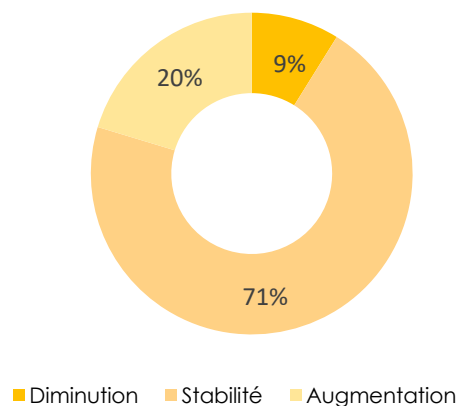
Dans un contexte de légère reprise en 2026, les chefs d'entreprise resteraient prudents sur leurs recrutements. L'ensemble du secteur de la construction enregistrerait ainsi une stabilité de ses effectifs alors que la baisse serait davantage marquée dans les travaux publics (-1,3 %), directement liée au ralentissement de l'activité anticipé dans cette branche à l'approche des élections municipales.

Des perspectives de recrutements encore prudentes.



Perspectives 2026

Évolution de la rentabilité



Une confiance accrue dans la rentabilité du secteur.

Dans l'ensemble, 9 entreprises sur 10 anticipent une stabilité ou une amélioration de leur rentabilité en 2026. Les entrepreneurs du gros œuvre sont les plus optimistes du secteur, presque 50% anticipent une hausse, contre seulement 19% dans les travaux publics.

Rentabilité



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2024-2025-2026).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

3916 entreprises nous ont répondu. Elles représentent :

Un effectif global de 446 548 personnes

Un chiffre d'affaires global de 120 616 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	863	126367	435805	28,9
Ind agricoles et alimentaires	109	19548	64292	30,4
Equip. électri./électro. autres machines	173	29649	64925	46,1
Fab. matériels de transport	29	13674	65280	20,9
Fab. autres produits industriels	552	63496	161599	39,2

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services Marchands	2274	264559	2691515	9,8
Transports et entreposage	219	78924	403972	19,5
Hébergement et restauration	289	16985	366567	4,6
Information et communication	483	40969	481743	8,5
Act Jur- Compt- Gest- Archit...	673	45287	391014	11,5

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2024		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Construction	779	55622	349261	15,9
Bâtiment	658	38444	278248	13,8
Gros Oeuvre	185	13376	91997	7,1
Second Œuvre	473	25068	186251	13,4
Travaux Publics	121	17177	71013	24,1



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des ménages et des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Tendances régionales en Île de France Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

Tour EQHO 2 avenue GAMBETTA CS 20069 - 92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX

 **01.46.41.15.03**

 **0975-emc-ut@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Marie-Laure ALBERT, Directrice des Affaires Régionales

Directeur de la publication

Alain GERBIER, Directeur Régional

Ont contribué à la rédaction

Clara DU MESNIL DU BUISSON – Isabelle ROUSSENNAC

